L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : Rue de Chartres, No 73.

NOUVELLE-ORLEANS, MARDI MATIN, 4 AVRIL 1871.

44me Année—Vol. XLIV.

DUFOUR & LIMET, PROPRIÉTAIRES-ÉDITEURS.

NOUVELLE-ORLEANS, MARDI MATIN, 4 AVRIL.

VENTES A L'ENCAN DE CE JOUR.

Pour les détails, voir aux annonces.

Par la Bourse, à la Bourse des Négociants et des Commerçants, rue Royale, entre Douane et Canal—Deux terrains contigus situés dans la Troisième District, avec toutes les bâtisses qui s'y trouvent, en face à la rue Chouet, et l'autre à l'angle des rues Chouet et Amour.—De plus, un édifice en bois bâti sur un terrain borné par les rues Chartres et Bordeaux, Uhlrydes et Valmore.

Par S. Guinault, à 11 heures, sur le chemin de la Métairie, en face du Parc—41 vaches laitières.

Par Kng. Tourné, à 12 heures P. M., sur la Levée, Deuxième District, en débarquement de la rue Delaronde, 1 cheval, face à la rue Hospital—Mapleoal, vermouth, sel, fromage Parmesan, cassegrains, boissettes, &c.

Par E. Roger & Co., dans leurs salles d'encan sous les Nos 45 et 47 Vieille-Levée—20 lots de marchandises sèches.

Par P. J. Spear, à 10 heures, No 26, rue Julie—Une Caroadelet et Barouche—Meubles, tableaux à huile, et bijouterie fine, &c.

Par Maurice Barnett, sur la façade de la Rotonde de St Louis, rue St Louis, entre Royale et Chartres. Vente régulière de meubles.

Par B. J. Montgomery, à sa salle d'encan, 37 rue du Camp—Vente régulière de meubles.

Par O. Valeton, No 11 rue Natchez—Jambons, épaules, porc, bœuf, comestibles, etc.

Par Hoffman, Marks & Co., au No 36 de la rue de Chartres—chaussures, habillements &c de saison.

Par D. E. Murphy, à l'entrepôt Montgomery—Voitures, chaussures, outils, bottes et souliers, &c.

Par Vincent & Co., à leur salle d'encan, aux Nos 62 et 64 de la rue de la Bourse—Marchandises sèches et autres.

ATTENTION!

☞ Pour obtenir catalogue ex banque ANNA 14 rue de l'Hôpital, sur la Levée, au pied de la rue Hospital, par Eugène Tourné.

ATTENTION!

☞ Propriétés améliorées et édifice en bois à vendre, par le shérif.

L'attention publique est appelée sur les ventes qui auront lieu aujourd'hui, à midi, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, rue Royale, par les soins du shérif, de deux portions de terrain avec les édifices et autres améliorations qui y trouvent, situées rue Chouet, entre celles qui portent aujourd'hui Bourgogne et d'Amour (aujourd'hui d'e Reynes). Troisième District, d'une manière basse, en bois, construite sur un terrain de 40 pieds de front sur les rues Chouet et Bordeaux, et de 120 pieds de profondeur entre les rues Valence, Quatrième District.

Voir aux annonces

☞ Faites imprimer vos Factures, Cartes, etc., au "Follens Printing Office", encoignure des rues Camp et Perdido.

☞ CANDIS PURS et sans MÉLANGE—Confiserie fine et vente en gros chez J. VILLARRUBIA & Co., encoignure d'Orleans Tarpin, 93 rue Vieille-Levée.

THEATRES,

AUJOURD'HUI, MARDI.

OPÉRA. — Deuxième Grand Concert Spirituel.

ACADEMIE DE MUSIQUE.—Représentations dramatiques de Mme D. P. Bowers.

ST CHARLES — Lady of Lyons.

MUSÉE CRESCENT CITY—Nos 40 et 42, rue St Charles.

☞ Quiconque veut gagner de $1 à $2, doit acheter son chapeau au Robert E. Lee, coin St-Louis et Royale.

$35.—Pour la modique somme de $35, on peut se procurer la fameuse machine à coudre de Grover & Baker. Elle exécute tous les ouvrages et est garantie pour cinq ans. Agence, rue du Canal, 187.

☞ Avec $6 00, l'un obtient l'Histoire illustrée du Siége de Paris, chez Roux Rey & Bech, 20, rue Royale.

☞ AVIS AUX MÈRES.—Chapeaux pour enfants, en paille, laine, de 25 cents à $2, au coin St-Louis et Royale.

☞ Chapeaux de paille pour enfants, à bon marché, au coin St-Louis et Royale.

☞ LA CÔTE ET DONALDSONVILLE—Un bateau à vapeur *Flora* partira tous les mardis et vendredis à midi, et recevra tous les passagers pour tous les débarcadères de la côte jusqu'à Donaldsonville. Le *Flora* est commandé par le capitaine J. D. Lambarthe, dont l'expérience comme marinier inspire toute confiance. La cuisine est un des vétérans les plus estimés de la côte. Le commis, M. W. Sarkadale, n'est pas moins recommandable dans la partie qui concerne, en sorte que les expéditeurs et passagers peuvent, en toute sureté, confier à son steamer *Flora* leurs personnes et marchandises.

Un projet de contrat pour le Drainage de la ville.

Le Conseil des administrateurs doit se réunir ce soir, d'un projet de contrat entre la cité de la Nouvelle-Orléans et la compagnie du canal du Mississippi et du lac Pontchartrain.

On sait qu'à sa dernière session, la Législature a voté—on ne sait pas au juste—le changement de quelle considération—qui substitue la compagnie précitée au canal de l'Ile aux Vaisseaux pour tout ce qui concerne le drainage de la ville. Cette loi ordonne à la ville de payer grands travaux de levées, de canaux, qui doivent être exécutés par la compagnie.

La réponse à la notification faite au Conseil par la compagnie, il a répondu que les autorités municipales reconnaissent par la constitutionnalité de la loi. C'est alors qu'une transaction a commencé. Elle consiste en un contrat qui serait passé volontairement par la ville pour l'exécution d'un plan tendant à protéger la Nouvelle-Orléans contre les inondations. Les administrateurs et le maire, accompagnés des anciens commissaires de drainage, sont allés avec les officiers de la compagnie explorer les lieux. Le résultat des pourparlers échangés a été un projet d'ordonnance qui sera soumis ce soir au Conseil.

Nous ne voulons pas entrer dans l'examen du projet lui-même; nous dirons seulement, en passant, qu'il pèche complète par la base. L'opération du passé a démontré que tous les canaux aliant du Lac ne sauraient accomplir de manière efficace puisqu'il y a des époques où les eaux du lac, plus hautes que celles des rues, refluent vers la ville. Mais ces raisons de côté la critique du plan que nous occuper que du point important de la carte à payer.

Le projet dont il s'agit, après avoir creusé tous les canaux à creuser et toutes les levées à construire, sans indiquer même approximativement le coût de ces travaux, voit qui devra s'élever à plusieurs millions, se contente de dire que la ville devra les mandats pour le paiement des travaux, comme le requiert la loi, lesquels mandats, en cas de non réalisation ou de collection de l'actif, porteront intérêt à 8 pour cent et seront échangés, au bout d'un an, dans de la ville portant 8 pour d'intérêt et remboursables en dix ans, etc., etc.

Ce qui précède suffit pour nous faire condamner entièrement le projet. Assez millions de dépenses! La dette de la ville dépassait, au 31 décembre 1870, dix-huit millions. Le budget de 1871 prévoit un déficit qui va s'augmenter considérablement par la limitation des taxes municipales à 2 00. Et, au lieu de nous parler d'économie sur les dépenses pour rétablir l'équilibre du budget, on présente un projet qui endetterait encore la ville de quelques millions!

Si la loi qu'invoque la Compagnie commande impérativement à la ville de payer les travaux de drainage, une autre loi, postérieurement, à la même session a rendu à la ville à s'endetter pour cet objet, sans l'assentiment des mandats ou des lots. Le devoir du Conseil est de rejeter un pareil projet, celui du maire est de le combattre par tous les moyens possibles.

Plusieurs millions de Biens remboursables en dix ans! Y songe-t-on? En vérité, et où prendra-t-on les fonds pour payer l'intérêt et amortir le capital en un espace aussi court? Les obligations des municipalités discréditent presque la totalité des deux pour cent qui doivent être le maximum des taxes municipales.

Avant d'entreprendre aucun grand travail et de se lancer dans de nouvelles dépenses, il faut que la ville soit sortie du chaos financier dans lequel elle est plongée. Nous nous opposerons à tout ce qui tendra à prolonger la situation déjà si compromise de notre communauté.

Logique et Bonne Foi.

Dans la polémique entamée par le *Times* contre l'*Abeille* au sujet des dettes de l'Etat, le premier de ces journaux ayant commis une erreur grossière en soutenant que les détenteurs de Bons pouvaient forcer l'Etat à payer en le poursuivant devant les Cours des Etats-Unis, nous lui avons répondu par l'article ouze de la Constitution des Etats-Unis. Le *Times* ne pouvait contester un texte aussi clair que celui de l'article onze, et il n'a trouvé rien de mieux que de nier son erreur de la veille. Nous croyons donc utile de mettre en regard de ce que le *Times* a dit le samedi et ce qu'il a dit le dimanche, afin que le public puisse juger de la logique et de la bonne foi de ce journal.

(Extrait du *Times* de samedi, le 1 avril 1871.)

Quel est l'effet d'une pareille notification? Quelques mots suffisent pour mettre le créancier en bonne position. Il peut aller trouver le collecteur des taxes pour lui dire: les taxes que j'ai payées sous protêt, pour la somme de $—, sont dues à l'Etat subrogé en mes droits. Veuillez donc, s'il vous plaît, me rembourser cette somme. Le collecteur n'a pas d'autre alternative que de s'exécuter ou de refuser. Supposons que le gouvernement d'Etat obéisse à l'*Abeille* et refuse de rembourser aux Bons et de faire des saisies. Alors, pour peu que le créancier ait quelque chose à saisir, il peut, en vertu d'un jugement, faire saisir et vendre les propriétés de l'Etat, et il sera payé